

**UNIVERSITE „BABEȘ-BOLYAI
CLUJ-NAPOCA
FACULTE D'ETUDES EUROPEENNES
L'ECOLE DOCTORALE LA PARADIGME EUROPEENNE**

La politique étrangère et de sécurité de l'Union Européenne

**La définition de l'intérêt européen et le développement des
relations partenariales stratégiques**

Résumé

Coordonnateur du doctorat:

PROF. UNIV. DR. PUȘCAȘ VASILE

Doctorant:

CÎMPEAN OVIDIU-VASILE

2013

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION	7
LA METODOLOGIE DE LA RECHERCHE	13
CHAPITRE 1	17
DEFINITION DE L'INTERET EUROPEEN - ENCADREMENT THEORIQUE	17
INTERET NATIONAL/EUROPEEN ET LE DEBAT REALISME – IDEALISME	21
L'APPROCHE DU NEOREALISME	27
L'UNION EUROPEENNE: PUISSANCE CIVILE ET „PUISSANCE SOFT”	30
LE CONSTRUCTIVISME ET LA PREFERENCE POUR LA NORME DE L'UE	35
AUTRES THEORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES QUI S'INTERESSENT A LA DEFINITION DE L'INTERET EUROPEEN	42
CONCLUSIONS	47
CHAPITRE 2	49
L'EVOLUTION DU ROLE EXTERNE DE L'UE. CONCEPTES ET METHODES DE BASE DANS LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE DE L'UNION EUROPEENNE	49
LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE (PESD)	49
LA STRATEGIE EUROPEENNE DE SECURITE (2003)	50
LE TRAITE DE LISBONE	53
LA POLITIQUE D'ELARGISSEMENT DE L'UE	58
LA POLITIQUE EUROPEENNE DE VOISINAGE	60
LA PARTICIPATION DE L'UE AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	67
CONCLUSIONS	69
CHAPITRE 3	70
LE ROLE DES INSTITUTIONS EUROPEENNES DANS LA DEFINITION DE L'INTERET EUROPEEN ET DE LA PESC / PESD	70
LE CONSEIL EUROPEEN ET LE PRESIDENT DU CONSEIL EUROPEEN	70
LE ROLE DE LA COMMISSION EUROPEENNE DANS LA DEFINITION DES INTERETS EUROPEENS DE SECURITE	72
LE HAUT REPRESENTANT DE L'UE	74
LE SERVICE EUROPEEN POUR L'ACTION EXTERIEURE	77
CONCLUSIONS	78

CHAPITRE 4	79
INTERET NATIONAL ET INTERET EUROPEEN COMMUN: L'EMERGENCE D'UN INTERET GENERAL EUROPEEN OU COMPROMIS ENTRE LES INTERETS NATIONAUX?	79
LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE	81
L'ALLEMAGNE – UNE PUISSANCE CIVILE ET ECONOMIQUE	84
LA DEFINITION DES INTERETS DE POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE DE LA GRANDE BRETAGNE	89
LA CONTRIBUTION DE LA POLOGNE ET DES PAYS MEMBRES DU GROUPE DE VISEGRAD AU DEVELOPPEMENT DU PARTENARIAT DE L'EST	93
CONCLUSIONS	96
CHAPITRE 5	99
LES PARTENARIATS STRATEGIQUES DE L'UE DANS LE CONTEXTE DE LA GLOBALISATION	99
CONCLUSIONS	109
CHAPITRE 6	110
LE PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE	110
LA RELATION UE - ETATS-UNIS: COOPERATION ET COMPETITION	112
LE PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENTS (TTIP – TRANSATLANTIC TRADE AND INVESTMENT PARTNERSHIP)	117
LA POSITION DE L'EUROPE AU SEIN DE L'OTAN	120
CONCLUSIONS	127
CHAPITRE 7	129
LES RELATIONS BILATERALES UE-RUSSIE	129
CONCLUSIONS	135
CHAPITRE 8	136
LES PARTENARIATS STRATEGIQUES DE L'UNION EUROPEENNE EN ASIE	136
LE PARTENARIAT STRATEGIQUE UE – CHINA	138
LES RELATIONS PARTENARIALES STRATEGIQUES UE – INDE	144
CONCLUSIONS	149
CHAPITRE 9	150
L'UE ET LE REGIONALISME/MULTILATERALISME. LES RELATIONS DE L'UE AVEC LES ORGANISATIONS REGIONALES D'AFRIQUE, AMERIQUE LATINE, CARAIBE ET DU PACIFIQUE	150
LE DIALOGUE INTER-REGIONAL UE – ACP	151

AMERIQUE LATINE, MERCOSUR, UNION EUROPEENNE – PROJETS INTER-REGIONAUX	154
CONCLUSIONS	159
BIBLIOGRAPHIE	164

Această lucrare a fost posibilă prin sprijinul financiar oferit prin Programul Operațional Sectorial Dezvoltarea Resurselor Umane 2007-2013, cofinanțat prin Fondul Social European, în cadrul proiectului POSDRU/107/1.5/S/76841, cu titlul „Studii doctorale moderne: internaționalizare și interdisciplinaritate”.

This work was possible with the financial support of the Sectoral Operational Programme for Human Resources Development 2007-2013, co-financed by the European Social Fund, under the project number POSDRU/107/1.5/S/76841 with the title „Modern Doctoral Studies: Internationalization and Interdisciplinarity”.

Cette recherche a été soutenue financièrement par le Programme Opérationnel Sectoriel pour le Développement des Ressources Humaines 2007-2013, ainsi que par le Fond Social Européen dans le cadre du projet POSDRU/107/1.5/S/76841 ayant le titre „Études doctorales modernes : internationalisation et interdisciplinarité”.

Motto:

„La coopération entre les nations ne résout rien. Ce qu’il faut chercher, c’est une fusion des intérêts européens et non pas simplement l’équilibre de ces intérêts.”

Jean Monnet, Mémoires (1976)

Mot clés: intérêt européen, sécurité globale, partenariat, gouvernance globale, Union Européenne, politique étrangère;

L'Union Européenne a été définie dans la dernière décennie comme un pouvoir civil ou civilisateur, ayant l'habilité d'étendre son modèle et d'assurer la stabilité surtout par des moyens économiques et politiques que par des moyens militaires. Au décours de la dernière décade, la politique européenne de sécurité et de défense a gagné plus d'expérience et a augmenté sa capacité, avec plus de vingt missions développées en réponse aux différentes crises, de l'instauration de la paix post tsunami dans la région Aceh, jusqu'à la protection des réfugiés en Tchad.

Cette recherche essaye à répondre à des questions relatives à la définition de l'intérêt européen dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité et à la façon dont l'UE contribue à la gouvernance mondiale, en établissant des partenariats stratégiques avec différents Etats – pouvoirs régionaux ou mondiaux – et avec des organisations régionales ou internationales.

Tout d'abord, nous avons essayé d'identifier les théories des relations internationales qui expliquent le mieux l'émergence d'un intérêt européen commun, d'identifier quels sont les acteurs qui participent à l'établissement des objectifs de l'UE et quel est le rôle des institutions européennes dans le processus de définition de l'intérêt européen.

Deuxièmement, la recherche vise à fournir une analyse de la politique partenariale de l'Union Européenne au début du XXIe siècle, comme un instrument de son action extérieure et comme un moyen d'atteindre les objectifs stratégiques de sécurité et de défense. Ces partenariats stratégiques sont un nouveau mécanisme par lequel l'UE apporte sa contribution à la gouvernance mondiale.

Notre recherche a comme point de départ la théorie de l'institutionnalisme et de l'interdépendance complexe de Robert Keohane et de Joseph Nye. Selon Keohane, les institutions internationales contribuent à la réduction de l'insécurité et facilite l'échange des informations entre états, en limitant ainsi le dilemme de sécurité, elles forcent les états de négocier plutôt que d'adopter des stratégies conflictuelles et les obligations et les objectifs qu'elles imposent sont au-dessus des intérêts particuliers, nationales¹. Ainsi,

¹ Mario Telo, *Europe: A Civilian Power?*, Palgrave Macmillan, London, 2006, p. 40-41

l'institutionnalisation internationale limite l'imprédictibilité du comportement des états et peut être perçue comme une forme d'autorité légitime.

Joseph Nye soutient, par la théorie de l'interdépendance complexe, que les états ne sont pas les seuls acteurs importants sur la scène internationale, et que les acteurs transnationaux sont eux aussi des joueurs majeurs. Ensuite, la force n'est plus l'instrument déterminant pour atteindre son objectif et la sécurité n'est pas le seul objectif dominant². L'interdépendance complexe suppose plusieurs canaux de communication entre les Etats et une diminution de l'importance de la hiérarchisation traditionnelle des thèmes abordés au niveau interétatique et international. Cela doit augmenter la probabilité de coopération entre les Etats.

L'état de la paix a deux significations, l'une décrivant l'absence de la guerre, en raison de circonstances exceptionnelles telles que l'équilibre des forces, un déséquilibre de pouvoir dans le système international qui est impossible d'être contesté, de peur de déclencher une guerre nucléaire ou tout simplement en raison de manque de motivation politique pour aller à la guerre³. Le deuxième sens renvoie à la «paix profonde». Dans ce sens, la guerre n'est plus perçue comme un instrument politique utile, étant inconcevable. Pour que cette paix profonde puisse être installée, „la guerre doit être rejetée du point de vue culturel et elle doit être socialement inacceptable”⁴.

En Europe, après la tragique expérience des deux guerres mondiales, on a créé sous l'égide de l'Union européenne, le noyau d'une zone de stabilité qui peut être considérée comme un modèle pour le reste du monde. Après le partenariat stratégique entre les deux ennemis traditionnels, la France et l'Allemagne, on a créé les conditions pour une Europe pacifique, où on ne se pose plus la question des conflits armés. Dans cet esprit, nous nous demandons: Est-ce que l'Union européenne, basé sur son expérience, peut exporter ce modèle de stabilité? Est-ce que l'UE, en encourageant la construction régionale dans différentes parties du monde, en établissant

² Vasile Pușcaș, *Relații internaționale / transnaționale*, Eikon, Cluj-Napoca, 2007, p. 142-143

³ Collin S. Graz, *Războiul, pacea și relațiile internaționale – O introducere în istoria strategică*, Polirom, Iași, 2010, p. 315-316

⁴ Ibidem

des partenariats stratégiques avec de telles structures, parvient à réduire l'instabilité et l'insécurité mondiale?

Étant donné l'apparition d'un nouveau concept de sécurité et la définition des nouveaux défis dans la Stratégie européenne de sécurité, lancée en 2003, (l'énergie, la sécurité environnementale, de nouveaux types de menaces – le terrorisme, la piraterie, la criminalité transnationale organisée, la criminalité et les cyber-attaques, etc) ⁵, nous avons essayé de répondre à la question suivante:

- Quels sont les moyens et les méthodes utilisées par l'Union européenne pour atteindre ses objectifs en matière de sécurité et quels sont les partenariats qu'elle peut développer pour aider à accroître la sécurité et la stabilité du système international?

En d'autres termes, par la présente recherche, nous avons observé et analysé la capacité de l'UE à représenter l'intérêt européen commun dans les relations avec ses partenaires stratégiques et au sein des organisations internationales et la façon dont laquelle l'UE, aspirant à un rôle global, dans des conditions de changement et de multi polarisation du système des relations internationales, contribue à réduire l'instabilité et l'insécurité mondiale, grâce à une politique de partenariat et grâce aux moyens civils de promouvoir la coopération intra et inter-régionale.

Ainsi, pour atteindre l'objectif de la recherche, dans la première partie, tenant compte des théories qui expliquent l'émergence de l'UE en tant qu'acteur mondial, nous avons essayé d'identifier et d'analyser les processus par lesquels sont définis les objectifs de politique étrangère et de sécurité, mais aussi les moyens utilisés pour la mise en œuvre des ceux-ci.

L'évolution de l'action extérieure de l'UE est une question d'actualité qui est dans l'attention de nombreux théoriciens des relations internationales. Même si les réalistes ne croient pas à un rôle important de l'UE sur la scène internationale, son émergence en tant qu'acteur mondial avec une influence croissante est analysée et prise en compte par les théories libérales et constructivistes, mais aussi par des théories comme le fédéralisme, le néo-fonctionnalisme ou l'intergouvernementalisme, qui ont comme objet d'étude la construction européenne.

⁵ Ibidem, p. 132

Après deux guerres mondiales dévastatrices, l'intégration européenne a créé un noyau de stabilité sur le continent, ce qui fait de l'UE un modèle de coopération et de construction régionale. Aujourd'hui, les Européens tentent d'exporter ce modèle en soutenant et en encourageant la coopération internationale, mais aussi par la promotion d'un multilatéralisme efficace et par le soutien du renforcement des organisations internationales et régionales.

Ainsi, l'étude des mécanismes et des outils utilisés par l'UE pour atteindre ses objectifs de politique étrangère est extrêmement important. Bien qu'il existe de nombreuses études décrivant le «soft power» de l'UE, la conditionnalité positive de la politique d'élargissement, les instruments de la Politique européenne de voisinage ou les missions de maintien de la paix de l'UE, dans cette recherche, nous essayons d'analyser un nouvel outil utilisé par l'UE pour le développement des relations avec les États les plus influents, à savoir les partenariats stratégiques.

La construction théorique de cette recherche est basée sur la recherche qualitative, comprenant la méthode d'analyse de documents et l'étude de cas. Ainsi, par l'étude de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne au début du XXI^e siècle, nous essayons de trouver des typologies et des modèles, en tenant compte des données disponibles.

Compte tenu de la dynamique du système international, des changements accélérés par la mondialisation, mais aussi les échanges entre les pays et les régions qui se développent et qui conduisent à une interdépendance complexe, la période considérée dans notre étude est celle d'après 2001 (année de référence, qui marque l'émergence de nouvelles menaces mondiales - le terrorisme) à nos jours. Nous croyons que les événements de cette période expliquent suffisamment le développement des relations partenariales stratégiques de l'UE et l'évolution de son rôle mondial.

Les interrogations de recherche de cette approche sont: Comment on peut mettre en concordance les visions, les besoins et les intérêts nationaux et celles promues au niveau des institutions de l'UE ? Quels progrès ont été accomplis par l'UE pour la PESC et comment a-t-elle évolué sur la scène des relations internationales ? Quelles sont les institutions européennes les plus importantes à formuler l'intérêt européen commun et quel rôle jouent-elles? Est-ce que l'UE parvient en encourageant la construction régionale dans différentes parties du monde, en créant

des partenariats stratégiques avec de telles structures et avec les grandes puissances, à réduire l'instabilité et l'insécurité mondiale ?

Pour répondre aux questions de recherche, nous pensons qu'il est approprié de présenter la position de principales théories des relations internationales sur la survenue de l'intérêt européen commun. Ces théories nous ont guidé dans notre tentative d'identification du processus de définition des objectifs de la politique étrangère et de sécurité.

Avant de présenter les partenariats stratégiques, nous avons montré les progrès réalisés par l'UE en ce qui concerne son rôle mondial. La Stratégie européenne de sécurité, adoptée en 2003, est le premier document décrivant les orientations stratégiques de la PESC et dans lequel on identifie les menaces et les défis auxquels les Européens sont confrontés. Après l'échec du traité constitutionnel, le traité de Lisbonne prend en grande partie les mesures concernant l'action extérieure de l'Union et renforce le cadre institutionnel, par le renforcement du rôle du Haut Représentant, par la création du poste de président du Conseil européen et par la création du Service européen pour l'action extérieure. L'UE a également acquis la personnalité juridique, ce qui lui permet d'adhérer à des organisations internationales.

Dans cet ouvrage, nous n'avons pas essayé d'offrir une recherche exhaustive de ces partenariats. Pour déterminer la mesure dans laquelle l'UE contribue à la gouvernance mondiale et à la stabilité et à la sécurité dans le monde, nous avons considéré suffisante une analyse détaillée des partenariats stratégiques clés, à savoir avec les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil. En outre, dans le dernier chapitre, nous avons présenté la politique européenne visant à promouvoir l'intégration régionale et le dialogue inter-régional, en analysant les relations de l'UE avec d'autres organisations régionales telles que le Mercosur, CELAC, ACP, l'ASEAN ou l'Union africaine.

Le succès des partenariats stratégiques de l'UE dépend de la façon dont les États membres arrivent à un équilibre entre les intérêts nationaux et la manière dont ils traduisent leurs intérêts au niveau européen. Par conséquent, nous avons estimé nécessaire d'étudier le processus de définition de l'intérêt européen, en tenant compte de deux niveaux: le niveau national et le niveau communautaire. Dans la première partie, nous avons étudié le rôle des institutions européennes dans la définition d'un intérêt européen commun, nous avons analysé la politique étrangère des

Etats européens, les plus influents, et nous avons analysé comment ils voient le développement de l'UE sur la scène internationale comme un acteur à part entière.

Enfin, dans la deuxième partie de l'étude, nous avons analysé les relations partenariales stratégiques de l'UE. L'Union Européenne estime que les partenariats stratégiques sont un outil utile pour promouvoir ses objectifs et intérêts dans le monde. À cet égard, ont été mis en place un certain nombre de partenariats stratégiques avec les pays tiers: Etats-Unis, Russie, Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, le Canada, le Mexique, le Brésil et l'Afrique du Sud.

Dans le premier chapitre, nous avons montré comment se positionnent les principales théories des relations internationales à l'égard de l'intégration européenne, mais aussi la manière dont laquelle ces théories expliquent la définition de l'intérêt national ou de l'intérêt commun européen. Alors que le réalisme rejette la possibilité pour l'UE de devenir un acteur majeur sur la scène internationale parce que la convergence sur ce qui signifie l'intérêt européen dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité est peu probable, car elle conserve le noyau de devoirs régaliens de l'État, l'intérêt national et la souveraineté nationale, les théories libérales et le constructivisme accordent plus de crédit aux institutions multilatérales, en se concentrant sur la logique de la coopération et de l'interdépendance.

Conformément à la théorie réaliste, l'intérêt de toute unité politique est la survie, et pour atteindre cet objectif, les états doivent compter sur eux-mêmes (self-help), la meilleure position à cet égard étant la puissance hégémonique. Pour les réalistes, les organisations internationales sont seulement un outil utile pour la promotion des intérêts nationaux. L'intégration européenne est expliquée par la perspective de la situation précaire des pays européens après la fin de la Seconde Guerre mondiale ou comme une tentative de construire un contrepoids à la puissance américaine (soft balancing).

Cependant, le libéralisme et le constructivisme accordent plus de crédit à l'Union européenne et à son rôle mondial. Les libéraux décrivent l'UE en tant que puissance civile ou soft power, en se concentrant sur le rôle joué par elle dans le processus d'institutionnalisation des relations internationales. L'action extérieure européenne est fondée sur une coopération multilatérale, sur le renforcement des institutions internationales et sur l'innovation en matière d'instruments de gouvernance mondiale, au détriment des politiques de force. Dans le contexte de la mondialisation et avec l'émergence de nouveaux types de menaces, la puissance militaire perd

de sa pertinence, une puissance intelligente (smart power) devant combiner le hard power et le soft power, mais en se concentrant sur le développement de partenariats et sur la coopération internationale, dans un cadre institutionnel bien réglementé.

Les théories libérales décrivent l'UE comme une puissance civile qui développe ses relations extérieures, en pratiquant une politique fondée sur le partenariat et sur la coopération multilatérale et qui cherche à s'imposer par d'autres moyens que ceux militaires.

Les constructivistes voient dans l'UE un *pouvoir normatif*, un laboratoire utile pour la gouvernance globale, parce qu'elle a créé à l'intérieur un cadre de règles pour surmonter la souveraineté des états nationales et pour résoudre les problèmes que les Etats ne peuvent plus résoudre seuls. L'UE tente d'imposer ce cadre au niveau international. La théorie constructiviste considère que le simple fait de l'existence de l'UE crée une pression idéologique à préserver son unité et de crée un environnement qui favorise l'émergence d'un intérêt européen commun. La Politique étrangère et de sécurité commune est considérée comme un processus d'*européanisation* des diplomaties nationales, qui prévoit l'adoption d'une culture stratégique commune.

Compte tenu du fait que les identités et les intérêts des Etats sont socialement construits, les constructivistes soulignent la similitude entre la gouvernance européenne et la gouvernance mondiale, celles-ci proposant à la fois la résolution des problèmes que les Etats ne peuvent plus résoudre seuls. Ainsi, dans ce test, l'UE propose un modèle fondé sur des règles, qui sont la source principale pour surmonter la souveraineté et qui ont pour objectif soit l'amélioration du fonctionnement, soit la réglementation d'un certain problème trouvé dans un domaine où l'UE possède des compétences. Selon les constructivistes, l'Union européenne tente à exporter ce cadre normatif et étique au niveau mondial, en s'érigant dans un «pouvoir moral» ou «pouvoir normatif».

Même si on a critiqué le fédéralisme, le néo-fonctionnalisme et l'intergouvernementalisme pour être euro centriques, ces théories contribuent à la compréhension de la construction européenne et expliquent l'émergence d'un intérêt européen commun. Elles proposent des concepts pertinents, tels que le concept néofonctionnaliste du processus de «spillover», processus

qui détermine l'approfondissement et l'élargissement de l'intégration d'un domaine à un autre et qui ne peut plus être contrôlé au niveau national.

Après avoir défini le cadre théorique, dans le chapitre 2, nous avons présenté l'évolution du rôle extérieur de l'Union européenne et les principaux concepts et méthodes de base de la politique étrangère et de sécurité européenne. Même si l'UE a fait d'importants progrès, elle reste perçue comme un acteur marginal dans la sécurité mondiale⁶. Cependant, la Stratégie européenne de sécurité, élaboré en 2003, exprime l'ambition géostratégique de l'UE dans son voisinage et dans la gestion des crises et des conflits mondiaux. Par la politique d'élargissement et par la politique de voisinage, l'UE a réussi à influencer l'équilibre politique sur le continent, contribuant de manière décisive à la stabilité de la région. Le Traité de Lisbonne apporte également de nouveaux outils pour renforcer le rôle mondial de l'Europe. Il introduit des changements significatifs dans la PESC / PESD, en particulier par l'amélioration de la fonction du Haut Représentant, établissant le Service européen pour l'action extérieure, en plaçant un article sur l'assistance de défense mutuelle, une clause de solidarité, la coopération structurée permanente dans le domaine de la défense et l'extension des „missions de Petersberg”⁷ (missions humanitaires et d'évacuation, de maintien, la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix).

Dans le chapitre 3, nous avons identifié les acteurs qui définissent les intérêts européens, la stratégie de défense et de sécurité, en tenant compte des principaux acteurs institutionnels de l'UE (le Haut Représentant du Conseil européen, le président du Conseil, la Commission européenne et le Service européen d'action extérieure, etc.). Nous avons également analysé le rôle et la légitimité des participants à l'élaboration des politiques de sécurité et de défense et les vecteurs qu'ils utilisent pour promouvoir et mettre en œuvre ces politiques.

Suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le système institutionnel européen a subi quelques modifications afin d'accroître la convergence des politiques nationales des États

⁶ David Garcia Cantalapiedra, Javier Garcia Gonzalez – *The changing nature of NATO: Towards a regional security organization?*, in UNISCI Discussion Papers, n° 22, Janvier 2010, p. 12

⁷ *** - Jurnalul Oficial al Uniunii Europene, *Rezoluția Parlamentului European din 5 iunie 2008 privind punerea în aplicare a Strategiei europene de securitate și a PESA*, 2008/2003(INI)

membres et de fournir une cohérence à l'action extérieure de l'UE. Ainsi, au sein de la Commission européenne, institution fondamentale de l'UE, a été créé le poste de vice-président, qui est à la fois le Haut Représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune. Sous la coordination du Haut Représentant a été placé le nouveau service diplomatique européen (Service européen pour l'action extérieure). En outre, la création d'une position semi-permanente à la tête du Conseil européen, vise à accroître la visibilité de l'Union européenne et de donner un plus de cohérence à ses politiques. C'est pour la première fois que cette institution est dirigée par un président qui n'a pas de mandat national.

Ainsi, nous pouvons dire que tous ces changements institutionnels majeurs ont conduit à une communautarisation de la politique étrangère de l'UE, même si cela prend du temps pour voir les conséquences à long terme, ce système étant encore à ses balbutiements.

Une fois identifié le rôle des institutions européennes dans la définition de l'intérêt européen en matière de politique étrangère et de sécurité, dans le chapitre 4 nous avons décrit comment les États membres de l'UE assument les objectifs de sécurité de l'UE et de la PESC et la façon dont ils font la promotion des intérêts nationaux au niveau européen. Dans ce chapitre, nous avons examiné la modalité dans laquelle se combinent les visions, les besoins et les intérêts nationaux et les intérêts promus par les institutions de l'UE.

Le renforcement du rôle et de l'influence de l'UE est conditionné par la convergence des trois grandes puissances européennes: la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne⁸. Si le moteur franco-allemand a souvent joué un rôle important dans les progrès réalisés dans l'intégration européenne et dans les questions de politique de défense – en lançant la brigade franco-allemande, le corps européen ou en proposant la création d'un "quartier général européen" en 2003 (à l'initiative de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg) – les faibles capacités militaires et ambitions de Berlin, mais aussi les processus décisionnels lents et les priorités géostratégiques divergents (la France ayant des intérêts substantiels sur le continent africain et l'Allemagne sur l'Europe de l'Est et dans les Balkans) ont été des obstacles au progrès de la politique étrangère et de sécurité intégrée au niveau européen.

⁸ Maxime Lefebvre *L'Union Européenne peut-elle devenir une grande puissance?*, La Documentation française, Paris, 2012, p. 51-53

En outre, même si la Grande-Bretagne est sur le plan militaire crédible et pourrait être un partenaire sérieux pour la France, afin d'atteindre l'objectif de fournir un rôle stratégique pour l'UE, elle est réticente à une duplication de la structure militaire de l'OTAN, avec une structure militaire européenne autonome.

Cependant, après des désaccords sur l'intervention militaire en Irak en 2003, les trois pays ont réussi à parvenir à une vision commune sur la stratégie européenne de sécurité et sur les sanctions imposées à l'Iran, afin de dissuader son programme nucléaire.

L'interdépendance des intérêts de sécurité des États membres a conduit à diverses formes de coopération, telles que la mutualisation des ressources, la coordination politique, l'harmonisation des législations nationales et même la possibilité d'un engagement militaire pour protéger des intérêts autres que nationaux. En ce sens, les intérêts des États membres et les intérêts européens sont à la fois compatibles et convergents et la défense des intérêts de sécurité nationale impliquent la défense des intérêts européens.

Dans la deuxième partie de la recherche, nous avons montré comment l'UE défend ses intérêts et ses objectifs de politique étrangère et de sécurité dans le monde, grâce à des relations stratégiques qu'elle développe avec ses partenaires, qu'il s'agisse des grandes puissances, des organisations régionales ou des institutions internationales multilatérales.

Après la clarification des mécanismes de définition de la stratégie européenne de sécurité, nous avons analysé les méthodes que l'UE utilise et qu'elle a à sa disposition pour atteindre ses objectifs stratégiques. À cet égard, nous avons analysé dans le chapitre 5, les partenariats que l'UE a conclu avec diverses puissances et organisations internationales dans le contexte de la mondialisation. Étant donné que la coopération internationale est en pleine expansion et la convergence croissante des intérêts de la majorité des grandes puissances, l'action militaire perd de sa pertinence. Celle-ci peut être utilisée seulement dans des circonstances exceptionnelles et en dernier recours. Au lieu de cela, les instruments civils, utilisés par l'UE dans les relations avec ses partenaires, sont plus utiles pour les ancrer dans un effort commun pour organiser la scène internationale et faire face aux défis mondiaux.

La politique partenariale de l'UE est basée sur son expérience depuis plus de 50 ans de stabilité et de résolution des conflits sur le continent européen. Ainsi, la stratégie partenariale

européenne est concentrée sur quatre lignes directrices : la politique d'extension (acceptation de nouveaux membres au sein de l'UE – les Balkans etc.), la politique de voisinage (Euro-Med, le Partenariat Oriental), les partenariats stratégiques bilatéraux avec les grandes puissances (Etats-Unis, la Russie, la Chine etc.) et le dialogue interrégional institutionnalisé avec les autres régions du monde (MERCOSUR, ASEAN, ACP etc.)⁹

L'Union européenne a montré sa capacité à représenter les intérêts de tous les États membres et qu'elle peut s'exprimer d'une seule voix à de nombreuses reprises, en particulier dans le contexte des négociations commerciales à l'OMC et d'autres questions économiques, mais en termes de politique étrangère, les relations avec les partenaires stratégiques sont un facteur de division. Un bon exemple dans ce sens est l'attitude que l'UE doit prendre envers la Russie: certains pays veulent une coopération plus étroite et un rapprochement avec Moscou, alors que les Etats d'Europe orientale définissent leur politique, en s'appuyant sur des craintes qu'ils ressentent encore envers la Russie¹⁰. Ainsi, souvent, les plus importants des États membres poursuivent leurs propres agendas dans leurs relations bilatérales avec les grandes puissances.

Toutefois, les États membres de l'UE, confrontés à l'apparition des «puissances émergentes», à la montée de la Chine ou au *realpolitik* affiché par la Russie, ont tout intérêt à actionner ou au moins à mutualiser leurs moyens et leurs ressources pour maintenir leur influence et leur place dans le monde.

Il est dans l'intérêt de l'Union européenne et des Européens de contribuer et même de conduire la réforme et le renforcement des institutions internationales et le processus de démocratisation globale, basé sur le droit international, conduisant à une mondialisation juste et efficace. Les partenariats stratégiques sont un outil approprié par lequel l'UE tente de convaincre les grandes puissances et les puissances émergentes à se joindre aux efforts de réglementation et de civilisation des relations entre les Etats. Mais pour que les partenariats soient efficaces, l'UE doit renforcer et intensifier ses relations avec ses partenaires stratégiques et les États membres doivent coordonner leurs positions face à ces pouvoirs.

⁹ Mario Telo, *European Union and New Regionalism*, Ashgate, London, 2007, p. 114

¹⁰ André Dumoulin, *Vers un livre blanc européen de la sécurité et de la défense: entre „objet non-identifié” et fenêtre d'opportunité*, in *Revue internationale et stratégique*, nr. 82, 2011, p. 40-50

Dans les chapitres 6, 7 et 8 nous avons analysé le partenariat transatlantique, les relations de l'Union Européenne avec la Russie et les partenariats stratégiques avec la Chine et l'Inde. Ainsi, si les Etats-Unis reste l'allié le plus important de l'UE, les partenariats avec la Russie, la Chine et l'Inde sont fondées sur des intérêts commerciaux et économiques, même si les Européens tentent d'imposer d'autres questions (changement climatique, la réforme des Nations Unies, le renforcement du rôle de la Cour pénale internationale, les droits de l'homme, etc.) sur l'ordre du jour.

A ce moment, le plus important partenariat pour l'Union Européenne est avec les Etats-Unis et par conséquent avec l'OTAN. Par la création d'une politique européenne de sécurité de succès, indépendante par rapport à l'OTAN, on complique les relations au sein de l'alliance¹¹. Certains stratèges réalistes considèrent que les européens essaient de balancer le pouvoir des Etats-Unis et que l'Union Européenne, en adoptant la PESD et la PESC, se prépare à aborder de manière autonome les problèmes de sécurité de la périphérie de l'Europe et d'avoir une voix plus forte dans les problèmes globaux de sécurité, en offrant ainsi une alternative à la manière dans laquelle les Etats-Unis comprennent de traiter les thèmes mondiaux de sécurité¹².

Dans les conditions offertes par le système des relations internationales, face aux nouvelles menaces, „OTAN représente pas seulement un accord mutuel, mais une communauté du destin”¹³. Le grand test pour les alliés est celui d'offrir tant à l'OTAN qu'à la PESD un rôle crédible et un rôle qui ne doit pas être en conflit.

Bien que les Etats-Unis ont soutenu l'intégration européenne et la coopération transnationale en Europe, au moment où il s'agissait de graves problèmes économiques et politiques, ils ont préféré de traiter avec les pays européens pris individuellement et non pas avec l'UE en tant que telle. Mais parfois, l'Amérique a insisté pour que l'Europe parle avec une seule voix, ce qui a conduit les Européens à soupçonner que les Américains sont favorables à la coopération européenne seulement si elle est dirigée par les États-Unis et quand cela sert les

¹¹ Barry R. Posen, *European Union Security and Defense Policy: Response to Unipolarity?*, dans *Security Studies*, p. 150-151

¹² Ibidem

¹³ D'Argenson, Pierre-Henri, *The Future of European Defence Policy*, *Survival*, 2009, p. 143-154

intérêts américains, mais pas dans le cas où les Etats membres formulent eux-mêmes les politiques européennes¹⁴.

„Le destin de l'Union européenne en tant que puissance est étroitement liée à son succès dans la construction d'un partenariat efficace avec les États-Unis”¹⁵ et pour tirer le meilleur parti du partenariat transatlantique, les Etats-Unis doivent tout d'abord coopérer avec l'UE dans son ensemble et non séparément avec des États membres qui leur sont plus favorable sur divers sujets. Cette attitude peut aider les Etats-Unis à court terme, mais à long terme peut créer des divisions au sein de l'UE, en limitant la capacité des puissances européennes de relever ensemble les défis de sécurité actuels. Il est important que l'administration actuelle revienne à la position traditionnelle de soutien à l'intégration européenne, y compris dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité.

Il faut également que les initiatives mondiales des deux côtés de l'Atlantique soient mieux coordonnées. À ce stade, le partenariat entre l'UE et les États-Unis n'est pas au niveau souhaité. Certains centres d'analyse américains affirment que ce partenariat n'est pas encore stratégique et qu'il est urgent d'être reconsidéré. La relation entre l'UE et les Etats-Unis ne peut plus se limiter à la dimension sécuritaire, mais elle doit évoluer vers un nouveau type de partenariat stratégique visant à remodeler le système international et à promouvoir un nouveau type de gestion des relations internationales, fondée sur le respect des règles et du droit international et orientée vers la résolution des problèmes mondiaux¹⁶: la sécurité et la stabilité régionale et internationale, le développement économique et social durable, le changement climatique, le terrorisme, les droits de l'homme, etc.

Les relations UE – Russie peuvent être résumées à trois caractéristiques, chacun se rapportant à une théorie des relations internationales: *l'adhésion impossible*, ce qui renvoie à un rapport de force classique, mis en évidence par la théorie réaliste; *la confrontation improbable*,

¹⁴ Zbigniew Brzezinski, *Marea tablă de șah. Supremația americană și imperativele sale geostrategice*, Edit. Univers Enciclopedic, București, 2000, p. 88-89

¹⁵ Michael Smith and Rebecca Steffenson, *The EU and the United States*, în Christopher Hill and Michael Smith, *International Relations and the European Union*, Second Edition, Oxford University Press, New York, 2011, p. 429

¹⁶ Vasile Pușcas, *Europa în criză*, Eikon, Cluj-Napoca, 2011, p. 189

soulignée par le désir idéaliste de la fin de la guerre froide de mettre fin à la confrontation militaire en Europe; *la coopération nécessaire* pour gérer les problèmes communs liés à la reconfiguration du continent, conformément à la théorie néofonctionnaliste¹⁷.

L'Union européenne et la Russie poursuivent par leur partenariat des intérêts pour préserver leur sécurité économique. Pour l'UE, il est important d'obtenir des garanties concernant sa sécurité énergétique, à savoir la sécurité d'approvisionnement, la stabilité des prix, la protection de l'environnement, la garantie à ce que les zones de transit (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie) ne deviennent pas des sources de discorde. En ce sens, les Européens doivent convaincre la Russie de ne plus considérer l'action de l'UE dans ces domaines comme une concurrence et de cesser de considérer la coopération dans cet espace comme un jeu à somme nulle.

L'UE doit être plus active dans son voisinage oriental, afin de soutenir les développements démocratiques dans ces pays, sans craindre des répercussions de la part de la Russie ou sans avoir le sentiment qu'elle porte atteinte à la sphère d'influence russe.

L'émergence de l'Asie est à la fois économiquement et en termes de politique et militaire en grande partie au détriment de l'Occident. Les Etats asiatiques voudraient prendre la place des Occidentaux à la pointe du système international.

Si l'Asie du Sud-Est et le Japon, affaiblis par le drame de 2011, conservent encore un fort potentiel économique, l'Asie désireux d'affirmer son statut de puissance stratégique, économique et politique, est résumée de plus en plus à deux pays: la Chine et l'Inde¹⁸. Cependant, ces deux pays, même si elles se trouvent du même côté dans les négociations au sein de l'OMC ou à l'occasion de certains votes au Conseil de sécurité de l'ONU, elles sont des rivaux à bien des égards et souffrent de contradictions internes graves.

¹⁷ Tanguy de Wilde d'Estmael, *Le partenariat entre l'UE et la Russie*, in René Schwok, Frédéric Merand, *L'Union Européenne et la sécurité internationales. Théories et pratiques*, Academia Bruylant, Université de Genève, 2009, p. 165

¹⁸ Philippe Esper, Christian de Boissieu, Pierre Delvolve, Christophe Jaffrelot, *Un monde sans Europe?*, Fayard, 2011, p. 158-159

L'UE ne peut pas s'éloigner de ce «nouvel épicode du monde», qui est l'Asie, bien que certains think-tank américains réclament une division transatlantique du travail, l'Europe ayant la tâche de veiller à son voisinage, tandis que les États-Unis seraient concentrés à poursuivre ses intérêts stratégiques en Asie.

Dans le dernier chapitre, nous avons présenté les partenariats de l'UE avec les organisations régionales qui sont caractérisés par le respect pour l'altérité, par le multilatéralisme basé sur la loi internationale et par des relations institutionnalisées¹⁹. Mario Telo, dans son ouvrage „European Union and New Regionalism”(2007), soutient que l'Union Européenne constitue „le hub et la force motrice ” d'un système multipolaire qui existe déjà dans une forme embryonnaire. Les partenariats de l'UE avec ASEAN (pays de l'Asie de Sud-est), MERCOSUR (pays de l'Amérique Latine) ou avec les pays de l'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) sont des exemples de coopération et dialogue interrégional.

Les gouvernements européens et l'Union européenne sont les plus ardents défenseurs des institutions et des organisations internationales à l'échelle mondiale ou régionale. Les Européens financent plus de 40% des opérations de paix des Nations Unies et contribuent pour plus de 50% aux fonds et programmes de secours de l'ONU. En même temps, l'UE et la plupart des États membres sont signataires de traités internationaux en vigueur et ils ont influencé d'autres processus d'intégration régionale.

La promotion de l'inter-régionalisme comme un axe majeur de la politique étrangère de l'Union européenne vise à exporter le modèle européen sur un cadre normatif et symbolique, la gestion des questions de sécurité au niveau régional (régionalisation du conflit) et vise à promouvoir un multilatéralisme efficace. L'UE tente d'optimiser son influence par le dialogue inter-régional et par les organisations régionales²⁰. L'inter-régionalisme répond non seulement à la nécessité de traiter les questions de sécurité à un niveau approprié, mais offre également la possibilité d'influencer ou de modifier la position de certains pays.

¹⁹ Ibidem

²⁰ Haingo Mireille Rakotonirina, *Le dialogue interregional UE – Afrique depuis Cotonou: Le cas de la facilité de soutien à la paix en Afrique*, in *Politique européenne*, 2007/2, nr. 22, p. 125-147

Le «régionalisme stratégique» fournit une opportunité et un moyen approprié de l'Union européenne pour l'établissement des partenariats et des alliances mondiales afin de promouvoir et mettre en œuvre un multilatéralisme efficace²¹. Ce multilatéralisme promu par l'UE diffère de la vision euro centrique du rôle global de l'Union, étant plus orienté vers une politique pluraliste, qui cherche une légitimité élargie.

L'Union Européenne cherche à étendre son influence dans le monde en s'identifiant avec le multilatéralisme, tant au niveau global qu'au niveau régional. Les mécanismes qu'elle utilise pour atteindre ses objectifs varient du dialogue politique et la coopération économique jusqu'à l'établissement des partenariats stratégiques avec les voisins ou avec les grands puissances.

En absence des conflits armés entre les grandes puissances, le „pouvoir soft” est beaucoup plus importante. „Un Etat peut obtenir les résultats attendus sur la scène internationale, grâce à l'admiration de ses valeurs par d'autres Etats et parce que ces Etats aspirent à son niveau de prospérité et d'ouverture”, une image de succès dans ce sens est offerte par le modèle économique et politique de l'Union Européenne.

Ainsi, en l'absence de menaces militaires directes, pour faire face aux menaces mondiales et pour assurer la prospérité et la pérennité du modèle social européen, l'intérêt majeur de l'Union européenne est tout simplement l'expansion de ce modèle et la propagation mondiale des valeurs européennes.

Afin d'atteindre cet objectif fondamental, l'Union européenne a appelé, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, à un certain nombre de mécanismes et de politiques: la conditionnalité positive, les sanctions économiques, la coopération, le renforcement des organisations internationales et l'intervention civile ou militaire pour maintenir la paix dans diverses régions du monde. Cependant, ces mécanismes n'ont pas prouvé être adapté aux relations avec les puissances mondiales. Par conséquent, afin de développer des relations avec eux, l'UE a créé un nouvel outil, les partenariats stratégiques, qui vise à convaincre les partenaires à se joindre à ses efforts pour civiliser les relations internationales en faveur du multilatéralisme et de la coopération efficace internationale.

²¹ Vasile Pușcaș, *Managing global interdependencies*, Eikon, Cluj-Napoca, 2010, p. 66

L'UE n'est pas une superpuissance et il est irréaliste d'imaginer qu'elle pourra construire autour d'elle une coalition internationale, qui puisse offrir, dans un cadre multilatéral, des solutions à tous les problèmes du monde. Le résultat de la conférence de Copenhague sur le changement climatique a été causé par les partenaires stratégiques de l'UE, dirigés par les États-Unis, qui ont exclu les Européens des négociations visant à établir un accord final. Cependant, il y a des cas où les partenariats stratégiques établis par l'UE fonctionnent, comme c'est le cas de l'adoption des objectifs pour les technologies vertes par la Chine, après un dialogue avec les Européens.

Dans le moyen et long terme, à petits pas, l'UE peut persuader ses partenaires stratégiques d'abandonner l'unilatéralisme et de travailler ensemble pour assurer un environnement international stable, dans lequel les relations internationales sont civilisées par l'existence des régimes, des institutions et organisations internationales, qui peuvent faire face efficacement aux défis du changement climatique, du terrorisme, du trafic de drogue, de la cybercriminalité, des États défaillants, etc

Mais pour rendre les partenariats stratégiques fonctionnels, l'UE devrait parler d'une seule voix, car il y a une assez grande tentation parmi d'autres acteurs mondiaux de traiter séparément avec les États membres et même de les mettre sur des positions divergentes lorsque leurs intérêts en demandent. La division interne n'est pas une bonne stratégie pour l'affirmation du rôle global de l'Union européenne ou pour atteindre les objectifs à long terme des États membres.

Même si les États membres aspirent à une Union européenne avec une seule voix, très peu États favorisent la communautarisation de la politique étrangère européenne. Mais, parler d'une seule voix ne conduit pas nécessairement à une politique unique (comme c'est le cas de la politique commerciale, où l'UE a une position de négociation commune et unique), mais dans la première étape, cela peut signifier la coordination des politiques nationales, en utilisant des principes communs²².

À cet égard, certains auteurs prétendent limiter le pouvoir discrétionnaire des États membres et souhaitent la création, au niveau européen, d'un mécanisme permettant à l'UE d'être

²² Zaki Laidi, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Sciences Po, 2eme édition, Paris, 2008, p. 198

informée lorsque les États membres signent des accords bilatéraux avec les partenaires stratégiques de l'UE. En outre, l'UE devrait être en mesure de rejeter ces accords bilatéraux dans la situation dans laquelle ces accords contredisent l'intérêt général européen. Une autre solution serait l'établissement des domaines stratégiques et des secteurs dans lesquels l'UE puisse avoir le rôle de seul interlocuteur²³.

Cependant, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette recherche, le Traité de Lisbonne crée un meilleur cadre pour la représentation de l'intérêt européen commun et pour le renforcement de la cohérence de l'action extérieure européenne. Le Haut Représentant, qui est également vice-président de la Commission et qui a désormais à sa disposition un service diplomatique européen (SEAE), mais aussi le président du Conseil européen, qui ne dispose pas d'un mandat national, peuvent agir efficacement pour promouvoir l'intérêt européen commun.

Il est nécessaire aussi une définition plus claire et une hiérarchisation des objectifs et des intérêts européens vis-à-vis des partenaires stratégiques, de sorte que l'action extérieure de l'UE soit plus efficace. Ensuite, il faut clarifier les critères selon lesquels l'UE adopte des partenariats stratégiques avec d'autres pays, parce qu'il y a un danger que cet instrument, conçu pour promouvoir un multilatéralisme efficace, soit vidé de tout contenu. Cette ambiguïté peut créer une confusion à l'intérieur de l'UE, mais aussi au niveau des partenaires, qui pourraient mal interpréter les ambitions de l'Europe.

Par conséquent, au dixième anniversaire de l'adoption de la première stratégie de sécurité, pour donner plus de cohérence à la PESC, l'UE a besoin de définir une nouvelle stratégie de sécurité. La SES de 2003, mais aussi le rapport sur sa mise en œuvre de 2008 sont dépassés par la rapidité des changements dans le système international, étant nécessaire l'adaptation des objectifs de la politique étrangère de l'UE aux nouvelles réalités. Une nouvelle stratégie européenne de sécurité ferait de l'UE un acteur international mieux préparé à gérer des changements, pareil aux changements d'Afrique du Nord.

La préférence pour les normes de l'UE n'est pas entièrement partagée par tous les autres joueurs mondiaux. Les exemples les plus pertinents dans ce sens sont les États-Unis, la Chine et

²³ Sven Biscop and Thomas Renard, *The European Union as a security actor: Cooperative multilateralism, Security and Human Rights*, nr. 1, 2010, p. 12-18

l'Inde. Toutefois, selon l'hypothèse européenne qui souligne le fait que plus de mondialisation suppose une interdépendance accrue et un plus pour la gouvernance mondiale, l'Inde et la Chine, une fois intégrées dans le monde globalisé, viendront à intérioriser cette préférence pour les normes, comme ce fut le cas du Brésil, qui à rejoint l'UE en favorisant les règles du système multilatérale²⁴.

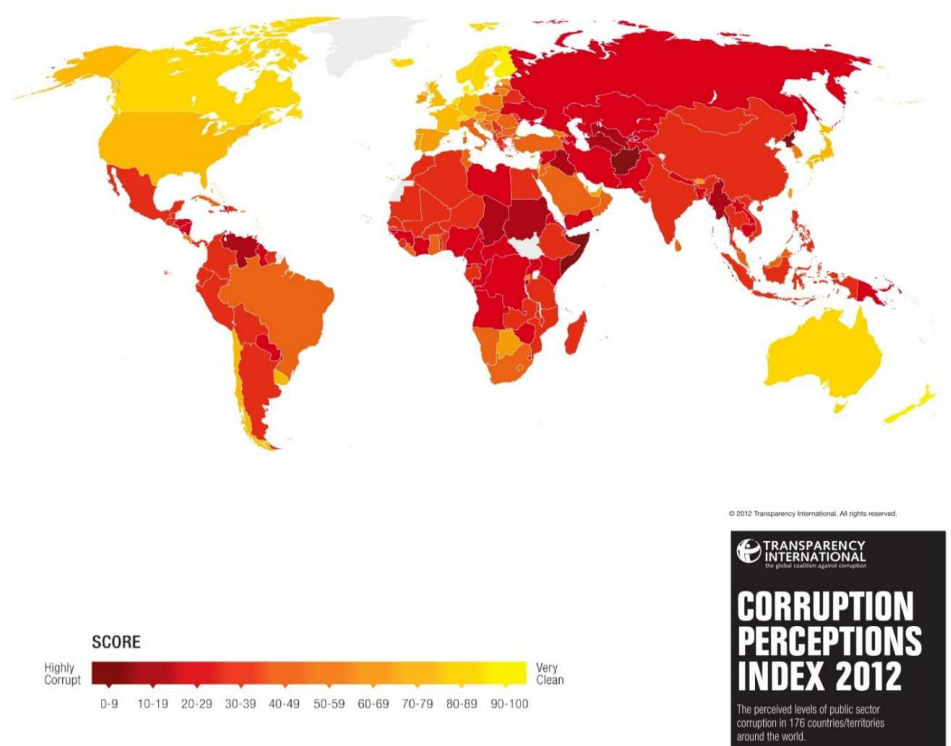


Figure nr. 7 Indice de perception de la corruption dans le monde²⁵

L'un des domaines dans lequel l'Europe peut s'imposer au niveau mondial et dans lequel peut devenir un moteur de changement est l'éthique des affaires internationales et l'éradication de

²⁴ Zaki Laidi, *op. cit.*, p. 228

²⁵ Transparency International, Corruption Perceptions Index, disponible à:

<http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/>

la corruption ou au moins sa diminution. Les principales raisons qui suscitent des mouvements protestataires, des révolutions et des changements de régime sont la pauvreté, les inégalités sociales, le chômage, le caractère autoritaire de la politique locale ou de l'État, mais aussi le caractère insupportable de la corruption et les déréglementations économiques²⁶ (voir figure ci-dessous).

Consciente de la menace que la corruption peut représenter dans le commerce international, des risques qu'elle en comporte sur le plan politique et économique, l'UE peut engager des discussions au G20 pour développer les meilleures pratiques, afin de créer une éthique internationale. Grâce aux partenariats qu'elle établisse avec les puissances émergentes (Russie, Chine, Inde, Brésil et autres), l'UE peut les amener à signer et à se conformer aux conventions et aux procédures visant à assurer des règles de transparence identiques pour tous les acteurs du commerce international, afin d'éliminer toute forme de distorsion des marchés internationaux et de la concurrence²⁷.

Les européens ont fortement soutenu dans la dernière décennie l'intégration régionale, de nouveaux régimes globaux et le renforcement des institutions internationales. L'UE a réussi d'introduire dans l'agenda international des thèmes comme le développement durable, la lutte contre la pauvreté, contre le racisme, l'aide humanitaire etc

Pour être en mesure de conserver son statut de puissance économique et d'affirmer un rôle important au niveau mondial, l'UE doit commencer à parler d'une seule voix au sein des organisations internationales ou régionales, telles que l'ONU, l'OTAN ou l'OSCE. Il est nécessaire de construire une position européenne commune sur l'avenir de l'OTAN sur l'expansion de cette organisation. Aussi, pour donner un sens et un contenu relevant aux partenariats stratégiques établis par l'UE les États membres doivent renoncer à traiter de manière unilatérale les dossiers stratégiques et les relations avec des puissances telles que la Chine, la Russie, l'Inde et même les Etats-Unis. Les Européens doivent coordonner le plus possible leurs actions extérieures et ils doivent coopérer, afin de donner plus de poids à leurs positions.

²⁶ Philippe Esper, Christian de Boissieu, Pierre Delvolve, Christophe Jaffrelot, *op. cit.*, p. 222 - 223

²⁷ Ibidem

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux:

- Battistella, Dario, *Théories des relations internationales*, 2eme édition, Les Presses Sciences Po, Paris, 2006
- Bărbulescu, Iordan Gheorghe, *Procesul decizional în Uniunea Europeană*, Polirom, Iași, 2008
- Bouche, Anne Marie, Denis Guignot, *Soft power, hard power. Une possibilité de répartir les responsabilités politiques et militaires entre l'UE et l'OTAN*, Les Editions de Riaux, Paris, 2006
- Brzezinski, Zbigniew, *Marea tablă de șah. Supremția americană și imperati­vele sale geostrategice*, Univers Enciclopedic, București 2000
- Buzan, Barry, Ole Waever, Jaap de Wilde, *Securitatea. Un nou cadru de analiză*, CA Publishing, Cluj-Napoca, 2011
- Clergerie, Jean-Louis; Gruber, Annie et Rambaud, Patrick, *L'Union Européenne*, 8eme Edition, Dalloz, Paris, 2010
- Di Nolfo, Ennio, *Introducere în istoria relațiilor internaționale*, All, București, 2008
- Graz Collin S., *Războiul, Pacea și Relațiile Internaționale – O introducere în istoria strategică*, Polirom, Iași, 2010
- Guzzini, Stefano, *Realism și Realții Internaționale*, Edit. Institutul European, Iasi, 2000
- Heymann, Philip B., *Terrorism in America*, The MIT Press, London, 2000
- Jones, Andrew, *Globalizarea. Teoreticieni fundamentali*, CA Publishing, Cluj-Napoca, 2011
- Keohane, Robert O., Nye, Joseph S., *Putere și Interdependență*, Polirom, Iasi, 2009
- Kissinger, Henry, *Despre China*, Edit. Comunicare.ro, București, 2012
- Kissinger, Henry, *Diplomația*, Edit. All, Bucuresti, 1998

- Kratochwil, Friedrich, *The Puzzles of Politics. Inquiries into the genesis and transformation of international relations*, Routledge, New York, 2011
- Lăidi, Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Sciences Po les Presses, Paris, 2005
- Laidi, Zaki, *Le monde selon Obama. La politique étrangère des Etats-Unis*, Flammarion, Champs Actuel, 2012, pag. 281-282
- Latouche, Serge, *Occidentalizarea lumii*, CA Publishing, Cluj-Napoca, 2012
- Luzarraga, Francisco Aldecoa, Mercedes Guinea Llorente, *Europa viitorului: Tratatul de Lisabona*, trad. Jordan Gh. Bărbulescu, Polirom, Iași, 2011
- Manners, Ian, Lucarelli, Sonia, *Values and principles in European Union foreign policy*, Routledge, New York, 2006
- Marga, Andrei, *Filosofie si teologie astăzi*, EFES, Cluj-Napoca, 2005
- Mărginean, Ioan, *Proiectarea cercetării sociologice*, Polirom, Iași, 2000
- Mearsheimer, John J., *Tragedia politicii de forță. Realismul ofensiv și lupta pentru putere*, Antet, 2003
- Monnet, Jean, *Mémoires*, Fayard, Livre de Poche, ediția a III-a, Paris, 2011
- Morgenthau, Hans J., *Politica între națiuni. Lupta pentru putere și lupta pentru pace*, Polirom, Iasi, 2007
- Nadkarni, Vidya, *Strategic partnerships in Asia. Balancing without alliances*, Routledge, New York, 2010
- Nugent, Neill, *The Government and Politics of the European Union*, Palgrave Macmillan, London, 1999
- Nye, Joseph S., *Viitorul puterii*, Polirom, Iasi, 2012
- Onuf, Greenwood Nicholas, *Making sense, making worlds. Constructivism in social theory and international relations*, Routledge, New York, 2013
- Păun Nicolae, Michael O'Neill, *Europe's Crisis - A Crisis of Values? , Europe's Constitutional Crisis: International Perspectives*, ediția a II-a, EFES, 2008, Cluj-Napoca
- Pușcaș, Vasile, *Managing global interdependencies*, Eikon, Cluj-Napoca, 2010
- Pușcaș, Vasile, *Relații internaționale / transnaționale*, Eikon, Cluj-Napoca, 2007
- Stiglitz, Joseph E., *Mecanisme globalizării*, Polirom, Iași, 2008

- Telo, Mario, *Relations internationales – une perspective européenne*, II-ème édition, Institut d'Etudes Européennes, Université de Bruxelles, Bruxelles, 2010
- Weldes, Jutta, *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*, vol. 12, University of Minnesota Press, Minnesota, 1999
- Vasquez, John A., Colin Elman, *Realismul și balanța de putere*, Polirom, Iași, 2012
- Wendt, Alexander, *Teoria Socială a politicii internaționale*, Polirom, Iași, 2011

Ouvrages spéciaux:

- Barbier-Le Bris, Muriel – coord., *L'Union Européenne et la gouvernance mondiale. Quel apport avec quels acteurs?*, Bruylant, Bruxelles, 2012
- Biscop, Sven, *The Routledge handbook of European security*, Routledge, New York, 2013
- Burchill, Scott, *The national interest in international relations theory*, Palgrave Macmillan, New York, 2005
- Esper, Philippe et Boissieu, Christian, *Un monde sans Europe?*, Fayard, 2011
- Foucher, Michel, *L'Europe et l'avenir du monde*, Odile Jacob, Paris, 2009
- Gnesotto, Nicole, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique?*, Armand Colin, Paris, 2011
- Grevi, Giovanni, Vasconcelos, Alvaro de, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008
- Gross, Eva, *The europeanization of national foreign policy. Continuity and change in european crisis management*, Palgrave Macmillan, Londra, 2009
- Herault, Paul, *Penser l'intérêt européen. Du compromis entre intérêts nationaux à l'intérêt général européen*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Ecole Doctorale de Sciences PO, thèse, 2009
- Hill, Christopher, Michael Smith, *International Relations and the European Union*, second edition, Oxford University Press, New York, 2011
- Laidi, Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, 2-ème édition, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2008

- Lefebvre, Maxime, *L'Union Européenne peut-elle devenir une grande puissance ?*, La Documentation Française, Reflexe Europe, Paris, 2012
- Lefebvre, Maxime, *La politique étrangère européenne*, Presses Universitaires de France, Paris, 2011
- Matlary, Janne Haaland, *European Union Security Dynamics. In the New National Interest*, Palgrave Macmillan, London, 2009
- Pușcaș, Vasile, *Europa în criză*, Eikon, Cluj-Napoca, 2011
- Renard, Thomas and Biscop, Sven, *The European Union and emerging powers in the 21st century. How Europe can shape a new global order*, Ashgate, 2012
- Schwok, René et Merand, Frederic, *L'Union Européenne et la sécurité internationale. Théories et pratiques*, Université de Genève, Academia Bruylant, Louvain la Neuve, 2009
- Telo, Mario, *Europe : a Civilian Power ?*, Palgrave Macmillan, 2006
- Telo, Mario, *European Union and New Regionalism*, Ashgate, 2007
- Wong, Reuben and Hill, Cristopher, *National and European foreign policies. Towards Europeanization*, Routledge, New York, 2011

Etudes et articles:

- Abis, Sébastien, *Europe et Méditerranée : se souvenir du futur*, în *Revue internationale et stratégique*, nr. 83, 2011, p. 121-129
- Ashworth, Lucian M., *Did the Realist – Idealist Great Debate Really Happen? A Revisionist History of International Relations*, în *International Relations*. Vol. 16 (1), London, 2002
- Bailer, Stefanie, *What factors determine bargaining power and success in EU negotiations?*, în *Journal of European Public Policy*, Vol. 17, nr. 5, 2010
- Bava, Ummu Salma, *The EU and India: challenges to a strategic partnership*, în Giovanni Grevi, Alvaro de Vasconcelos, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union, Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008

- Biava, Alessia, *L'action de l'union européenne face au défi de la sécurisation de son approvisionnement énergétique*, in *Politique européenne*, nr. 22, 2007, pag. 105-123
- Biscop, Sven, *The UK and European defence: leading or leaving?*, *International Affairs*, 88:6, 2012, pag. 1297-1313
- Biscop, Sven, Thomas Renard, *The European Union as a security actor: Cooperative multilateralism*, *Security and Human Rights*, nr. 1, 2010, pag. 12-17
- Bono, Giovanna, *L'ambiguïté des relations OTAN-PESD : faux débat ou enjeu réel?*, in *Revue internationale et stratégique*, nr. 48, 2002, pag. 129-137
- Cantalapiedra, David Garcia, Javier Garcia Gonzalez, *The changing nature of NATO: Towards a regional security organization?*, *UNISCI Discussion Papers*, n° 22, Janvier 2010
- D'Argenson, Pierre-Henri, *Les enjeux de la création du service diplomatique européen*, *Politique Etrangère*, 2010/1 Printemps, pag. 125-134
- D'Estmael, Tanguy de Wilde, *Le partenariat entre l'UE et la Russie*, in René Schwok, Frédéric Merand, *L'Union Européenne et la sécurité internationales. Théories et pratiques*, Academia Bruylant, Université de Genève, 2009
- Dakowska, Dorota, Laure Neumayer, *Entre stabilisation et incorporation de l'étranger proche: les élargissements de l'UE*, in René Schwok, Frédéric Merand, *L'Union Européenne et la sécurité internationale. Théories et pratiques*, Academia Bruylant, Université de Genève, 2009
- Dangerfield, Martin, *The contribution of the Visegrád Group to the European Union's Eastern Policy: rhetoric or reality?*, in Jackie Gower and Graham Timmins, *The European Union, Russia and the Shared Neighbourhood*, Routledge, Londra, 2011
- Dangerfield, Martin, *The Visegrád Group in the Expanded European Union: From Pre-accession to Post-accession Cooperation*, in *East European Politics and Societies*, Vol. 22, 2008
- D'Argenson, Pierre-Henri, *The Future of European Defence Policy*, *Survival*, 51: 5, 143-154, 2009
- Delcour, Laure, *Quelle influence pour l'Union Européenne dans son voisinage oriental?*, *Etudes Européennes*, 2012, disponible la www.etudes-europeennes.eu – ISSN 2116-1917

- Dimitrova, Anna, *Y a-t-il une « doctrine Obama » en matière de politique étrangère ?*, în *L'Europe en Formation*, nr. 360, 2011, pag. 19-41
- Du Bois, Pierre, *Anciennes et nouvelles menaces : les enjeux de la sécurité en Europe*, în *Relations internationales*, nr. 125, 2006, pag. 5-16
- Dumoulin, André, *Vers un livre blanc européen de la sécurité et de la défense: entre „objet non-identifié” et fenêtre d’opportunité*, în *Revue internationale et stratégique*, nr. 82, 2011, pag.40-50
- Duțu, Petre, Buță, Viorel, *Interdependence of national interests with european interests*, *Strategic Impact*, CEEOL, issue 2, 2012, pag. 51-59
- Elmar, Brok, *The impact of Merkel’s visit with Obama on the EU-US relations*, *L’Europe en formation*, 2011/2 n. 360, pag. 13-17
- Feltz, Jean Loup, *Nouveaux accords ACP – UE*, *Etudes*, 2009/4 Tome 410, pag. 451-462
- Fischer, Sabine, *The EU and Russia: a contested partnership*, în Giovanni Grevi, Alvaro de Vasconcelos, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008,
- Fischer, Sabine, *The EU, Russia and the neighbourhood*, în *ISS Analysis*, December 2010
- Friedman, George, *Visegrad: A New European Military Force*, disponibil la http://www.stratfor.com/weekly/20110516-visegrad-new-european-militaryforce?htm_source=Weekly&htm_medium=mail&utm_campaign=110517&utm_content=GIRtitle&elq=831a62e617b748e5be70a87c5157a651, mai 2011
- Godement, Francois, *The EU and China: a necessary partnership*, în Giovanni Grevi, Alvaro de Vasconcelos, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008
- Gougeon, Jaques-Pierre, *L’Allemagne puissance*, *Revue internationale stratégique*, 2009/2, nr. 74, pag. 33-47
- Hofmann, Stephanie C., *OTAN : vers un nouveau concept stratégique?*, în *Politique étrangère*, 2008/1 Printemps, pag. 105-118

- Howorth, Jolyon, *La Grande-Bretagne et l'Europe : de la résistance à la rancœur*, in Politique étrangère, 2010/2 été, pag. 259-271
- Howorth, Jolyon, *OTAN et PESD : complexités institutionnelles et réalités politiques*, in Politique étrangère, 2009/4 Hiver, pag. 817-828
- Jacques, Jean-Paul, *La participation de l'Union Européenne aux organisations internationales*, in: Muriel Le Barbier – Le Bris – coord. , *L'Union Européenne et la gouvernance mondiale. Quel apport avec quels acteurs?*, Bruylant, Bruxelles, 2012
- Jaffrelot, Christophe, *L'enjeu mondial, les pays émergents*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008
- Kienle, Eberhard, *Les « révolutions » arabes*, in Critique internationale, nr. 54, 2012, pag. 103-117
- Koepf, Tobias, *Interventions françaises en Afrique: la fin de l'europanisation?*, Politique étrangère, nr. 2 Eté, pag. 415-426, 2012
- Kourliandsky, Jean-Jacques, *Quelle autonomie pour l'Amérique latine?*, in Revue internationale et stratégique, nr. 72, 2008, pag. 199-208
- Kourliandsky, Jean-Jacques, *Renouveau politique et nouvelle donne diplomatique en Amérique latine*, in Revue internationale et stratégique, nr. 78, 2010, pag. 52-63
- Laïdi, Zaki, *Europe as a Risk Averse Power. A Hypothesis*, Garnet Policy Brief, nr. 11, februarie 2010
- Laïdi, Zaki, *The Normative Empire: the Unintended Consequences of European Power*, in Garnet Policy Brief, Nr. 6, 2008
- Lavenex, Sandra et Nicole Wichmann, *Gouvernance externe de la sécurité intérieure: la Politique européenne de voisinage*, in René Schwok, Frederic Merand, *L'Union Européenne et la sécurité internationale. Théories et pratiques*, Academia Bruylant, Université de Genève, 2009
- Lefebvre, Maxime, *L'Allemagne et l'Europe*, in Revue internationale et stratégique, 2009/2 ; nr. 74, pag. 86-97
- Lequesne, Christian, *La France peut-elle encore agir sur le monde?*, in Revue Française de Science Politique, vol. 62, numero 2 – avril 2012

- Maulny, Jean Pierre, *La politique de défense de l'Allemagne : le post-traumatique est encore loin*, Revue internationale et stratégique, 2009/2, nr. 74, pag. 108-113
- Medvedev, Dimitri, *La Russie, la crise mondiale et la sécurité européenne*, în Politique étrangère, 2008/4 Hiver, pag. 733-743
- Mérand, Frédéric, *Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense*, în Security Studies, nr. 19: 2, 2010, pag. 342-374
- Moravcsik, Andrew and Vachudova, Milada Anna, *National Interests, State Power and EU Enlargement*, în East European Politics and Societies, Vol. 17, No. 1, 2003, pag. 42–57
- Moravcsik, Andrew, *Europe: The quiet superpower*, în French Politics, vol, 7 - 3/4, 2009, pag. 403-422
- Naurin Daniel, Lindahl Rutger, *Network Capital and Cooperation Patterns in the Working Groups of the Council of the EU*, în European Union Institute Working Papers, nr. 14, 2007
- Nye, Joseph S., *The benefits of soft power*, Harvard Business School, februarie 2004
- Passarelli Francesco, Barr Jason, *Preferences, the Agenda Setter, and the Distribution of Power in the EU*, în Social Choice and Welfare, Vol. 28, 2007
- Petiteville, Franck, *Le rôle international de l'UE et la théorie des relations internationales*, în René Schwok, Frederic Merand, *L'Union Européenne et la sécurité internationales. Théories et pratiques*, Academia Bruylant, Université de Genève, 2009
- Pfister, Stéphane, *La puissance européenne et la gestion civile des crises*, în René Schwok, Frederic Merand, *L'Union Européenne et la sécurité internationales. Théories et pratiques*, Academia Bruylant, Université de Genève, 2009, pag. 111-112
- Pogodda, Sandra, *Obama, the EU and the Middle East*, în L'Europe en formation, nr. 360, 2011, pag. 43-57
- Posen, Barry R., *European Union Security and Defense Policy: Response to ,Unipolarity?'*, în Security Studies, nr. 15: 2, 2006
- Rakotonirina, Haingo Mireille, *Le dialogue interrégional UE – Afrique depuis Cotonou: Le cas de la facilité de soutien à la paix en Afrique*, în Politique européenne, nr. 22, 2007, pag. 125-147

- Renard, Thomas, *The EU and its strategic partners. A critical assessment of the EU's strategic partnerships*, in Sven Biscop and Richard G. Whitman, *The Routledge handbook of european security*, Routledge, New York, 2013
- Rittelmeyer, Yann-Sven, *L'institutionnalisation de la présidence du Conseil Européen: entre dépendance institutionnelle et inflexions franco-allemandes*, in *Politique européenne*, nr. 35, 2011, pag. 55-82
- Sanderson, Claire, *Le Royaume-Uni et la défense européenne aujourd'hui: enjeux, choix, réalités*, in *Relations internationales*, nr. 125, 2006, pag. 73-81
- Sarkozy, Nicolas, *L'Union Européenne et la Russie dans la gouvernance mondiale*, in *Politique étrangère*, nr. 4, 2008 Hiver, pag. 723-732
- Smith, Michael and Rebecca Steffenson, *The EU and the United States*, in Christopher Hill and Michael Smith, *International Relations and the European Union*, second edition, Oxford University Press, New York, 2011
- Valladao, Alfredo, *L'UE et le Brésil : un partenariat naturel*, in Giovanni Grevi, Alvaro de Vasconcelos, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008
- Vasconcelos, Alvaro de, editor, *A strategy for EU foreign policy*, EU Institute for Security Studies, Report n. 7, Juin 2010
- Wagner, Christian, *The EU and India: a deepening partnership*, in Giovanni Grevi, Alvaro de Vasconcelos, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008
- Wasinski, Christophe et Morselli Valentina, *Comment se construit l'agenda sécuritaire international ?*, in *Revue internationale et stratégique*, nr. 82, 2011, pag. 77-85
- Zhongping, Feng, *A Chinese perspective on China-European relations*, in Giovanni Grevi, Alvaro de Vasconcelos, *Partnerships for effective multilateralism. EU relations with Brazil, China, India and Russia*, European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers, nr 109, Mai 2008

Documments:

- *** – Communication from the Commission to the Council and the European Parliament, Report on the first year of implementation of the Black Sea Synergy, disponibilă la http://eeas.europa.eu/blacksea/doc/com08_391_en.pdf
- *** – Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, *Global Europe: Competing in the world*, 4 octombrie 2006, disponibilă la <http://trade.ec.europa.eu/doclib/html/130376.htm>
- *** – Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: *The European Interest: Succeeding in the age of globalisation*, Bruxelles, 2007, disponibilă la http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007_0581en01.pdf
- *** – Communication from the Commission to the European Parliament and the Council, *The European Union and Latin America: Global Players in Partnership*, Bruxelles, 2009, disponibilă la http://eeas.europa.eu/la/index_fr.htm
- *** – Comunicarea Comisiei către Consiliu și Parlamentul European, *Sinergia Mării Negre – o nouă inițiativă de cooperare regională*, Bruxelles, aprilie 2007, disponibilă la http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_160_ro.pdf
- *** – Consiliul Uniunii Europene, *EU-CELAC Action Plan 2013-2015*, Santiago, Ianuarie, 2013, disponibil la http://eeas.europa.eu/lac/index_fr.htm
- *** – Jurnalul Oficial al UE, *Tratatul de la Lisabona de modificare a Tratatului privind Uniunea Europeană și a Tratatului de instituire a Comunității Europene*, semnat la Lisabona, 13 decembrie 2007, disponibil la http://bookshop.europa.eu/is-bin/INTERSHOP.enfinity/WFS/EU-Bookshop-Site/ro_RO/-/EUR/ViewPublication-Start?PublicationKey=FXAC07306
- *** - Jurnalul Oficial al Uniunii Europene, *Rezoluția Parlamentului European din 5 iunie 2008 privind punerea în aplicare a Strategiei europene de securitate și a PESA*, 2008/2003(INI)

- *** – La communication de la Commission au Parlement Européen et au Conseil, *Une politique européenne de voisinage forte*, disponibilă la http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_774_fr.pdf
- *** – Raport privind punerea în aplicare a Strategiei europene de securitate, *Asigurarea securității într-o lume în schimbare*, Bruxelles, Decembrie 2008, disponibil la http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/RO/reports/104652.pdf
- *** – Raportul anual al Secretarului General al NATO – 2012, disponibil la: http://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/stock_publications/20130131_Annual_Report_2012_en.pdf
- *** – Strategia Europeană de Securitate, *O Europă sigură într-o lume mai bună*, Bruxelles, Decembrie 2003, disponibilă la <http://consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/031208ESSIIRO.pdf>
- *** – *The National Security Strategy of the United States of America*, Septembrie 2002, disponibilă la <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2002>
- *** – *The National Security Strategy of the United States of America*, Martie 2006, disponibilă la <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006>
- *** – Tratatul de la Lisabona, disponibil la www.europa.eu/legislation_summaries/institutional_affairs/treaties/lisbon_treaty/

Ressources électroniques:

- Commission de l'Union Européenne – http://ec.europa.eu/index_ro.htm
- Conseil de l'Union Européenne – www.consilium.europa.eu
- Le Groupe des pays d'Afrique, Caraïbe et Pacifique – www.acp.int
- Le Groupe de Visegrád – www.visegradgroup.eu
- L'Institut Européen pour les Etudes de Sécurité – www.iss.europa.eu
- Organisation du Trans-Atlantique du Nord – www.nato.int
- Le Portail de l'Union Européenne – www.europa.eu
- Le Service Européen pour l'Action Extérieure – www.eeas.europa.eu
- www.bookshop.europa.eu
- www.ec.europa.eu/europeaid
- www.etudes-europeennes.eu
- www.euobserver.com
- www.eur-lex.europa.eu
- www.globalissues.org
- www.ibtimes.com
- www.presseurop.eu
- www.stratfor.com
- www.whitehouse.gov
- www.ziare.com